

Mathilde Tchounikine: «Plusieurs pays nordiques ont réduit l'immigration pour protéger leurs libertés»

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Article rédigé par *Le Figaro*, le 04 octobre 2023

Source [Le Figaro] : La mise en place de programmes d'intégration rigoureux pour les migrants arrivant au Danemark, en Finlande ou en Suède en atteste: il faut adhérer aux valeurs du pays dans lequel on veut vivre, observe la chargée de mission de la Fondation pour l'innovation politique.

Mathilde Tchounikine est chargée de mission pour [la Fondation pour l'innovation politique](https://fondapol.org/). En février, la Fondapol a publié une note intitulée «[Immigration](#): comment font les États européens».

LE FIGARO. - En début d'année, la ministre de l'Immigration suédoise, [Maria Malmer Stenergard](#), avait déclaré que son pays «*ne sera pas plus généreux en matière d'asile que ce qui est exigé par le droit européen et les conventions internationales*». En juin, le nouveau gouvernement de Finlande promettait un durcissement sur l'immigration. Ces déclarations ont-elles été suivies d'effets? D'autres pays nordiques ont-ils durci leur politique migratoire?

Mathilde TCHOUNIKINE. - En matière de droit d'asile, les États membres de l'UE sont soumis au droit international et européen. Ils conservent cependant plusieurs leviers pour agir sur le nombre de demandes. Un migrant doit déposer sa demande d'asile sur le sol du pays dont il veut obtenir la protection. De par leur situation géographique, les pays nordiques peuvent plus facilement maîtriser le nombre de demandes. Ainsi, pendant la crise migratoire de 2015, la Suède a réduit le nombre de demandes de 95 % en rétablissant un contrôle des frontières strict. Il est également possible de réduire l'attractivité du pays afin d'inciter les migrants à choisir une autre destination. [C'est le choix qu'a fait le Danemark](#), en achetant en 2015 des emplacements publicitaires dans les journaux libanais pour y détailler la réduction des aides sociales, puis en instaurant la possibilité de confisquer les biens des demandeurs pour couvrir leurs frais d'hébergement.

[Lire la suite](#)

04/10/2023 01:00